

Rapport d'activité (2014-2017)

Le contexte national et international

Une situation internationale complexe porteuse d'inquiétudes avec des impérialismes divers à l'œuvre

Nous vivons le stade ultime du capitalisme, celui de l'impérialisme, ce que certains appellent la mondialisation ou encore la globalisation. Depuis la fin des années 90, il y a un marché unique, la planète. Cela se traduit par une nouvelle colonisation : les anciennes puissances coloniales tentent de revenir dans leurs anciennes possessions, tandis que les impérialismes plus récents leur disputent la partie. Ainsi, aujourd'hui, les Etats-Unis, certains pays d'Europe Occidentale, dont la France, et la Chine, se partagent l'Afrique, non sans conflits.

La 3^{ème} crise structurelle du capitalisme, commencée dans les années 1970, subit des rebonds, comme en 2008, qui obligent les capitalistes qui veulent survivre et les Etats à leur service à faire la guerre dans les anciennes zones coloniales et à casser tout ce qui est salaire et protection sociale dans les plus anciennes zones impérialistes.

On peut facilement résumer ce monde : 1% de la population possède autant que les 99% restants. Jamais les grands capitalistes n'ont autant dominé. Les conséquences sont une paupérisation massive des travailleurs, un taux de chômage exorbitant, des reculs idéologiques, notamment en ce qui concerne les droits des femmes, et, malgré des proclamations fausses, une dégradation de l'environnement dans laquelle le capitalisme porte une énorme responsabilité.

Les tenants de la grande bourgeoisie se déchirent entre eux sur les solutions. L'Etat-nation, longtemps décrié par les idéologues parce qu'il freinait l'expansion des multinationales contrairement aux structures supranationales, semble aujourd'hui redevenir un horizon pour certains serviteurs du Capital.

Mais, que les dirigeants soient libre-échangistes comme Obama et Hollande ou protectionnistes comme Trump ou May, ce sont toujours les mêmes qui paient l'addition : les travailleurs, celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre.

Les conflits lancés par l'impérialisme des Etats-Unis et entretenus par tous les autres dans le monde ont eu comme toujours des conséquences terribles pour les populations civiles, toujours les principales victimes des guerres. En Syrie comme en Irak, Occidentaux comme Russes ont joué une partition sans cesse plus mortifère face à un Etat Islamique qui ne demandait que ça. Un dictateur sanglant comme El Assad a alors beau jeu de se définir comme protecteur d'un peuple syrien qui ne connaît que les bombes et la misère. Les populations civiles n'ont plus que le choix de se soumettre, de mourir ou d'entrer sur les routes meurtrières de l'exil pour atteindre une Europe où ils sont mal accueillis, même si des initiatives individuelles et collective de solidarité montrent que tout n'est pas encore perdu.

Des chefs d'Etat incarnant une ligne dure et populiste se maintiennent ou accèdent au pouvoir, faisant peu de cas des libertés individuelles et collectives : c'est le cas de Poutine en Russie ou de Trump aux Etats-Unis. Le pouvoir toujours plus confisqué au peuple et ce de différentes manières sert au final les intérêts du capital, qui lui ne sort pas affaibli.

Une politique toujours plus à droite avec Hollande et Valls

La séquence qui a suivi le gouvernement Ayrault n'a en aucune mesure infléchi la ligne toujours plus libérale du gouvernement. Les attaques contre les salarié-es et les cadeaux au patronat ont été la musique économique et sociale du gouvernement. L'aumône accordée aux fonctionnaires lors de la lutte contre la loi travail ainsi que les postes d'enseignant-escrémés n'ont jamais enrayeré la dégradation des conditions de travail, de salaire et d'étude dans les établissements scolaires.

La campagne présidentielle de 2017 a mis en exergue un certain nombre de points. La défiance contre les politiques libérales menées par la droite comme par « la gauche » ces dernières années et les luttes qui l'ont émaillée, comme celle contre la loi travail ont conduit celles et ceux à gauche qui condamnent l'austérité à s'imposer dans la campagne et ce pour la première fois dans une période préélectorale depuis le référendum de 2005. La candidate du FN (produit et soutien de la bourgeoisie capitaliste) s'est servi de ce rejet des politiques d'austérité dans une imposture sociale totale afin d'apparaître comme l'unique recours dans un paysage politique marqué par l'absence de perspective. Or, le FN est autant au service de la « libre entreprise » et du patronat que les candidats que tut un chacun associe au CAC 40. Le FN et sa candidate ont par ailleurs continué à désigner les immigrés d'hier comme d'aujourd'hui comme responsables de la situation sociale, dédouanant de fait le patronat et les gouvernements de leurs responsabilités. La défense des politiques libérales et d'austérité a été portée par une droite empêtrée dans les affaires et par Emmanuel

Macron, l'ancien ministre de Hollande regroupant autour de lui les défenseurs connus des politiques d'austérité à gauche comme à droite.

Des attentats meurtriers, un état d'urgence prolongé

Difficile d'aborder un rapport d'activité sans évoquer les attentats meurtriers qui ont frappé Paris et la France. Que ce soit pour Charlie Hebdo ou le Bataclan, notre région, nos connaissances, nos collègues ont été touchés, parfois directement, par cette violence aveugle. La CGT Educ'action 92 a condamné sans réserves ces attentats.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, des violences et des dérives policières se sont généralisées, notamment par des contrôles judiciaires. Les assignations à résidence, elles, ont été à plusieurs reprises utilisées contre des militants syndicaux ou associatifs ou encore des opposants à la loi El Khomri.

Nombre de celles et ceux qui mènent des luttes pour leur dignité, leur travail, ou tout simplement leur quotidien, et qui peuvent être traînés devant les tribunaux, traités comme des terroristes et, à l'image des salariés de Goodyear condamnés à de la prison ferme, ne cesse de croître.

Les violences policières ont aussi progressé dans les quartiers populaires lors de contrôles d'identité souvent au faciès. Des jeunes de lycées parisiens et de banlieue ont été interpellés lors de mouvements pour protester contre les violences policières, notamment quand ils apportaient leur soutien à Théo, le jeune homme contrôlé très violemment début février 2017.

La CGT Educ'action 92 dans les luttes

Nouvelle carte de l'éducation prioritaire pour les collèges et écoles

Sous prétexte de remettre d'aplomb la carte de l'éducation prioritaire dans les collèges, la politique ministérielle et académique a fait sortir plusieurs collèges et leurs écoles du système d'éducation prioritaire sous des critères qui n'ont pas été rendus publics. Ainsi, par exemple, le collège Pasteur de Gennevilliers a été sorti des REP et REP +, ce qui a eu comme conséquence de faire sortir les écoles du réseau. La lutte menée par les personnels a permis d'arracher un label provisoire (CAPE), convention qui maintient les taux d'encadrement identiques, mais rien ne garantit qu'à partir de 2018, la situation restera en l'état. Une fois de plus nous nous sommes heurtés à une politique ministérielle plus basée sur l'austérité et la dégradation des conditions d'enseignement qu'à autre chose.

La réforme du collège

La politique de N. Vallaud Belkacem n'a pas varié de celle des prédécesseurs. Il s'agit encore et toujours d'autonomiser davantage les établissements, de casser le cadre national en récupérant mais en dévoyant des initiatives pédagogiques pour au final obtenir un service public dégradé.

Pendant les réponses syndicales ont été d'ordres divers entre ceux qui voulaient en rester à l'existant sans rien changer comme si le système actuel pouvait nous satisfaire en termes de réduction des inégalités et ceux qui combattaient (c'est le cas de la CGT Educ'action 92) cette réforme tout en appelant à la création d'un vrai collège unique démocratique et égalitaire.

Les mobilisations dans le 92 lors des dates nationales n'ont souvent regroupé que les militant-es. La faiblesse relative de la CGT Educ dans le secteur ne permettant pas d'enclencher une mobilisation plus importante.

Les lycées de l'éducation prioritaire

Au moment de la mise en place de la réforme de l'Éducation Prioritaire créant les REP et REP+ dans les écoles et les collèges, le ministère de l'Éducation Nationale renvoyait à plus tard le sort des lycées en éducation prioritaire. La situation est maintenue dans ces établissements mais seulement le temps d'une clause de sauvegarde d'une durée de deux ans ; à l'issue de celle-ci, les indemnités et les points de bonification dont bénéficiaient les personnels exerçant dans ces lycées seront supprimés. Malgré de nombreuses sollicitations de la part des personnels de ces lycées et de la CGT Educ'action, ils n'ont reçu aucune réponse pendant plus d'un an. Le 27 avril 2016, dans une lettre au député d'Asnières Sébastien Pietrasanta, la ministre de l'Éducation Nationale déclarait que l'éducation prioritaire ne concernait que la scolarité obligatoire, « c'est-à-dire l'école et le collège ». Suite à cette annonce, un rassemblement, soutenu notamment par la CGT Educ'Action 92 et auquel participent nombre de ses militants, est organisé devant le ministère le 18 mai 2016. Les revendications de ces personnels sont posées dans un appel intitulé « Touche pas ma ZEP » : publication d'une carte élargie des lycées bénéficiant d'un statut éducation prioritaire, contraignant en termes de moyens et garantissant des valorisations pour les personnels y exerçant (indemnité et points de bonification).

Partie de la section du lycée Joliot-Curie de Nanterre, la mobilisation s'amplifie dès la rentrée 2017 à la suite d'une grève reconductible dans cet établissement. Quatre journées de grève sont organisées entre septembre et décembre, auxquelles participent un nombre toujours croissant de lycées venant des académies de Versailles, Créteil, Aix-Marseille, Orléans-Tours, etc. La CGT Educ'action 92 appellera à la grève pour chacune de ces journées, ainsi que la CGT Educ'action nationalement à partir du 17 novembre. Des avancées sont obtenues successivement : prolongation de deux ans de la clause de sauvegarde pour les points de bonification puis l'indemnité, création de 450 emplois pour « les lycées les plus défavorisés » à la rentrée 2017.

Le mois de janvier 2017 est ponctué par quatre journées de grève, toujours à l'appel de la CGT Educ'action. La mobilisation, loin de s'essouffler, reste très importante notamment dans les académies d'Aix-Marseille, de Versailles et de Créteil et s'étend aux académies de Montpellier, Lille et Mayotte. Malgré cela, les personnels des lycées en lutte n'ont jamais été reçus par le ministère et la seule réponse qui leur a été apportée consiste en des promesses pour le prochain quinquennat.

La loi travail

Le 1^{er} semestre 2016 a été marqué par une forte mobilisation sociale. Le gouvernement voulant casser le code du travail (inversion de la hiérarchie des normes notamment), les salarié-es et certaines organisations syndicales ont réagi d'une manière forte et sur le long terme puisqu'au total une dizaine de journées de mobilisation a été organisée. Les militants de la CGT Educ'action ont investi cette grève de manière conséquente bien que le secteur public ne soit pas directement concerné, parce que les mauvais coups du privé arrivent toujours ensuite au public. Ils ont eu à affronter une police toujours plus intrusive, avec des fouilles et une présence jamais vues jusqu'alors. Cette grève a amené de nouvelles solidarités et a entraîné quelques reculs du gouvernement mais le fond est resté et l'utilisation répétée du 49-3 n'a été qu'un aveu de faiblesse ! Le mouvement social ne s'est pas laissé faire et a montré qu'il était capable de riposter même à un gouvernement de gauche et que la fuite en avant sociale libérale n'était pas la seule possible.

Les élections professionnelles de 2014

| | CGT | FSU | FO | SUD | CFDT | UNSA | SNALC |
|---------------|-------|--------|--------|-------|-------|--------|-------|
| Voix | 548 | 2520 | 749 | 434 | 580 | 699 | 443 |
| Taux | 9,00% | 41,37% | 12,30% | 7,13% | 9,52% | 11,48% | 7,27% |
| Sièges | 1 | 5 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 |

La participation au comité technique spécial départemental (CTSD) a été de 31,25 % (contre 33,38 % en 2011) soit 6091 suffrages exprimés sur 20781 électeurs inscrits. La CGT reste la 5^{ème} organisation syndicale du département avec 548 voix (+ 32) et 9% des suffrages (+0.86 pt) derrière la FSU (- 9 pts), FO (+ 3.5), UNSA (+ 1.25) et le SGEN (+0.6). Conformément aux décisions engagées lors du précédent congrès de maintenir nos positions, nous avons même légèrement progressé dans un contexte difficile pour la CGT lors de ces élections (affaire Lapaon, la « gauche » au pouvoir). C'est dans le premier degré que notre progression est la plus nette puisque pour la première fois nous avons, dans une liste commune avec Sud Education 92, obtenu un élu à la CAPD des Hauts de Seine. C'est la preuve du travail de fond engagé dans ce secteur et qui confirme notre implantation dans le milieu.

L'activité du syndicat

Des adhérent-es toujours plus nombreux-ses et divers-es

| | Actif-ves | Retraité-es | Total |
|------|-----------|-------------|-------|
| 2014 | 398 | 22 | 420 |
| 2015 | 407 | 23 | 430 |
| 2016 | 425 | 26 | 451 |

La progression se confirme, elle s'est même légèrement accélérée par rapport au mandat précédent. Entre 2014 et 2016, 206 adhésions ont été enregistrées au syndicat. Ce nombre élevé ne se retrouve pas en termes de progression d'adhérents car il est lié à notre situation d'académie de départ pour les mutations. Ces nouvelles adhésions concernent 101 PLP, 34 certifié-es et agrégé-es, 31 PE, 14 contractuel-les, et 12 personnels administratifs. Cette répartition est à l'image du développement de notre syndicat qui reste très marqué par l'enseignement professionnel mais qui a mis un

ped voire plus chez les autres enseignant-es de l'éducation nationale. Cela doit nous encourager à poursuivre notre développement.

La progression dans le 1^{er} degré est spectaculaire. Cela explique que la commune où il y a eu le plus d'adhésions soit Gennevilliers (28). Les autres renforcements de notre syndicat ont eu lieu à Boulogne (20 adhésions), Colombes (19 adhésions), La Garenne Colombes (15 adhésions dans un seul établissement !), Nanterre (14) et Asnières (13). Cela confirme notre enracinement dans le nord du département.

Le renforcement du bureau

L'organisation actuelle du bureau est la suivante :

Secrétariat général : se charge plus particulièrement de la réponse politique du syndicat et de ses rapports avec l'institution, les autres syndicats et le suivi des sections.

Trésorerie : se charge de la gestion des comptes, des adhésions et du suivi des cotisations.

Orga : Travail sur le suivi des syndiqués (fichier, adresses mails).

Communication : Le journal, le site et les réseaux sociaux

Elu-es : Les élu-es siègent dans les instances (CAPA et CAPD) et ont un rôle de contrôle essentiel dans les opérations de gestion de carrière organisées par l'administration. De plus, ils-elles assurent les défenses individuelles.

Secteur premier degré : suivi de tout ce qui concerne les écoles.

Secteur RESF : se charge spécifiquement du suivi d'élèves sans papier en lien avec RESF.

Secteur enseignement Professionnel : se charge de suivre sur le terrain les lycées professionnels.

Le travail du bureau a été plus collectif durant ce mandat et a permis un meilleur fonctionnement du syndicat. Preuve en est ce rapport d'activité écrit à plusieurs mains par les responsables des différents secteurs. Les réunions du bureau ont aussi été mieux organisées et ont débouché sur des tâches plus claires.

C'est dans cet esprit que nous avons intégré en cours de mandat deux camarades du 1^{er} degré pour aider à l'activité, ce qui a porté ses fruits.

Des réunions régulières avec davantage d'investissement des secrétaires de sections

Nous avons tenu très régulièrement nos réunions d'instances que ce soit sous forme de conseil syndical départemental ou de commission exécutive élargie. De fait, la commission exécutive élue au précédent congrès ne s'est pas réunie en tant que telle mais ses membres ont été réunis de fait. Une fidélisation des secrétaires de sections a permis d'améliorer notre connaissance des établissements, d'avoir des interventions plus efficaces. Cela a permis aussi de partager plus largement nos positionnements et ainsi d'avoir des votes et des mandats clairs pour les réunions nationales.

Un recul sur la formation

Faute de temps, et parfois de participant-es, nous n'avons pas pu organiser de formation d'accueil durant ce mandat. C'est un vrai recul et cela doit devenir une priorité pour le prochain mandat. Le manque de dates disponibles voire d'animateurs doit nous conduire à une réflexion en profondeur.

Parfois l'administration entrave le droit à la formation.

Une activité 1^{er} degré qui s'est amplifiée

Suite au mouvement de grève de 2008 contre les réformes Darcos, des Réunions d'Informations Syndicales 1^{er} degré (RIS) CGT/SUD ont commencé dans le nord du département durant l'année scolaire 2008/2009. La participation des collègues à ces réunions a augmenté progressivement faisant ainsi connaître la CGT Educ'Action auprès des enseignant-es du premier degré. En 2008, une liste commune CGT/SUD aux élections professionnelles a été créée. Nous avons alors eu une fenêtre sur tout le département. Le travail d'information, la circulation dans les écoles du département et les RIS ont continué dans le 92. En 2014, notre investissement a enfin porté ses fruits avec l'obtention d'un élu en CAPD. Après cette victoire aux élections, l'activité du syndicat a connu une progression. Par le biais d'une adresse mail propre au premier degré, des informations par mail ont été diffusées à toutes les écoles du département. Peu à peu, les nombreux documents créés (dossier de carte scolaire, dossier de suivi du mouvement, dossier de priorité...) nous ont été retournés complétés par des collègues de tout le département. Nous avons été de plus en plus sollicités pour la défense des collègues (accompagnements, suivis de dossiers...).

Forts de notre première campagne 2015, avec l'aide de l'élu en CAPD, nous nous sommes présentés plus aguerris au mouvement 2016. Fin mai 2016, lors des résultats du mouvement définitif la permanence a été saturée de coups de fils,

SMS et autres courriels. Nous n'avions guère le temps de raccrocher qu'un nouvel appel arrivait. Le travail de communication entamé depuis notre élection en 2014, notre bienveillance, nos réponses claires et rapides, notre réactivité face aux soucis rencontrés par les collègues et nos bons contacts avec l'administration ont permis cette vraie réussite.

Nous marquons des points et attirons les professeurs des écoles des Hauts-de-Seine, devenant de plus en plus le syndicat que l'on contacte, « celui qui répond, celui qui combat ». Preuve que le travail paye, les mêmes scénarii se déroulent au fil des mouvements qu'ils soient définitifs ou provisoires. D'ailleurs, le nombre de syndiqués du 1^{er} degré n'a cessé d'augmenter. Cela se traduit aussi par la présence de 4 camarades du 1^{er} degré au bureau.

Des lycées et surtout des collèges encore à investir

Notre présence dans les LGT n'est pas anodine. Des sections et des équipes militantes animent la vie d'au moins 4 établissements dans le département et obtiennent des résultats en termes de lutte et de revendications. C'est bien la preuve que notre syndicalisme a toute sa place dans les lycées hors enseignement professionnel. Un certain nombre de lycées polyvalents (mais essentiellement généraux) et de lycée GT ont des adhérent-es isolé-es. Le travail engagé dans les réunions départementales du syndicat pour fidéliser les secrétaires de sections doit être poursuivi pour que les revendications et l'action de la CGT Educ'action 92 puissent être connues.

Notre présence dans les « vrais » lycées polyvalents (c'est-à-dire ceux qui ont une structure professionnelle et Générale et technologique identique) a été un moyen de faire connaître notre activité et s'est traduit par des adhésions de certifié-es et d'agrégé-es.

En collège, notre présence est marquée surtout par des adhérent-es isolé-es. Un certain nombre de collèges ont une activité CGT notamment à Bagneux, Nanterre, Boulogne ou Gennevilliers mais il est difficile d'y faire vivre une section, ce qui s'explique par le nombre souvent peu élevé de collègues et peut être une tradition de revendication moindre. La lutte contre la réforme du collège n'a pas permis de mobiliser réellement les équipes enseignant-es.

Pendant les contacts engagés et fréquents (par le biais de diffusions militantes des membres du bureau) avec un certain nombre de collègues sont porteurs d'espoirs.

Une activité ATSS réduite

Nous n'avons pas réussi à nous développer dans le corps des personnels ATSS à l'exception de personnels administratifs qui participent régulièrement à nos réunions. Pour faciliter le travail de revendication et de défense individuelle nous avons décidé de travailler ces questions à travers un pôle académique.

L'intervention dans les instances

Nos résultats aux élections nous permettent de siéger au CTSD et au comité départemental de l'Education nationale (CDEN). Notre présence depuis 6 ans maintenant en particulier au comité technique ainsi que l'amélioration des relations entre bureau et secrétaires de sections nous permettent d'être plus efficaces sur nos interventions que ce soit sur la carte scolaire 1^{er} degré, le DGH dans le second degré ainsi que les mesures de créations et suppressions de postes. C'est aussi à mettre en lien avec notre intervention dans un cadre plus académique sur la carte des formations qui a des conséquences importantes pour les lycées professionnels en particulier. Nous avons développé une expertise qu'il nous faut maintenant entendre à d'autres membres du bureau tout comme il nous faut réfléchir à féminiser et renouveler nos représentants. Pour le moment deux camarades seulement siègent à la fois au CTSD et à au CDEN.

Les femmes et le syndicat

La féminisation a été une préoccupation constante du syndicat notamment en ce qui concerne la composition du bureau départemental mais aussi les délégué-es au congrès académique, la composition du bureau académique et la participation aux réunions. C'est un progrès qui est dû à la permanence de la mise en avant de ces questions.

Par ailleurs, plusieurs camarades participent régulièrement à la Collective nationale.

Des matériels spécifiques qu'ils soient nationaux ou académiques ont été distribués dans les écoles et établissements au cours du mandat notamment lors de la journée du 8 mars dernier.

Une communication maintenue et diversifiée

Le journal syndical a conservé sa forme (4 pages) et son rythme de parution trimestriel (11 numéros pendant le mandat). Cette régularité permet de constituer un lien concret avec l'ensemble des syndiqués. En outre, la décision de

pousser le tirage à 2000 exemplaires a été facilitée par les conditions d'impression meilleures dans nos nouveaux locaux. Le journal représente ainsi un outil pour se faire connaître auprès de nouveaux collègues (casiers, visite d'établissement). Les sujets traités collent à ce qui constitue le quotidien du syndicat (situation dans le premier degré et en lycée professionnel, actualité des luttes dans les établissements, mise en place des réformes sur le terrain, situation des élèves sans papiers....) mis en regard avec le contexte général.

Chaque numéro est mis en ligne sur le site du syndicat : <http://cgteduc92.ouvaton.org>.

Le site web a pour vocation d'être une vitrine numérique: il permet d'assurer une visibilité, une identité et de donner accès à des documents (fiche de renseignements sur les mutations premier degré, les cartes scolaires...). Depuis la fin du mandat précédent, le site est construit sur une architecture libre et est hébergé par la coopérative ouvaton. La maquette a été modifiée en décembre 2016. Néanmoins, une présence en ligne peut aussi être le moyen d'aller au-devant de notre public potentiel : afin de se faire connaître, décision a été prise de « pousser » l'information par d'autres biais. Les réseaux sociaux représentent un moyen de communication complémentaire à investir.

Un compte Facebook « cgteduc92 » a été ouvert en fin d'année 2016 et compte à ce jour 226 abonnés. Ces premiers mois de présence sur Facebook confirment le dynamisme que représentent les réseaux sociaux. Cette dernière supposant elle-même de déterminer plus précisément une « ligne éditoriale » spécifique à ce média.

Enfin, le syndicat a opté depuis trois ans pour gmail (google) comme fournisseur de messagerie (cgteduc92@gmail.com). Gratuit, doté d'une grande capacité de stockage et d'une interface très efficace, cet outil a ouvert de fructueuses pistes de travail collaboratif. La nature de notre activité ainsi que le caractère extrêmement confidentiel des données que nous traitons (défense individuelle notamment) amène cependant à s'interroger sur des alternatives à plus ou moins longue échéance.

Les liens avec les autres structures CGT

Un déménagement à Nanterre qui nous rapproche encore de l'UD 92

L'expulsion des locaux de Boulogne a eu des conséquences positives.

Une des conséquences est un environnement de travail beaucoup plus adapté : un grand bureau principal et un bureau élus partagé avec l'académie, plusieurs salles de réunion disponibles, notamment une salle permettant de faire des congrès (+100 places). Cet agrandissement a permis d'équiper le syndicat en informatique, ainsi nous disposons de 6 ordinateurs fixes et 4 ordinateurs portables (secrétariat, premier degré, un micro portable pour les réunions et un portable à disposition) ; ainsi que 3 téléphones portables avec abonnement (pour le secrétariat général, pour le premier degré et pour les élu-es second degré).

Une autre conséquence est le rapprochement avec l'union départementale qui occupe les mêmes locaux, permettant ainsi des échanges interprofessionnels plus fréquents. Deux camarades participent régulièrement à la commission exécutive de l'Union départementale et la CGT Educ'action 92 a participé aux congrès et au comité général de l'Union départementale.

Une implication toujours forte dans l'activité nationale

Des militant-es du SDEN participent régulièrement à l'activité de la CGT Educ'action nationale. Certain-e-s participent à l'animation de pôles nationaux (PLP, premier degré, élus nationaux, orga, secteur juridique), d'autres contribuent à l'activité de ces pôles (documentalistes, PLP, premier degré, collective, finances) ; et la nouvelle secrétaire générale de notre fédération est une militante issue de notre SDEN. Enfin, quatre camarades du syndicat sont membres de la commission exécutive de l'UNSEN. Lors des réunions du Conseil National de l'Union, nous sommes régulièrement nombreux du SDEN et veillons à ce que nos jeunes dirigeants puissent trouver leur place dans cette instance.

Des liens toujours renforcés avec notre structure académique

Nous avons continué de partager nos locaux et notre jour de permanence comme à Boulogne auparavant avec notre union académique. Cela permet aux élu-es du 92 de pouvoir se partager entre travail académique et départemental. Cela permet aussi des contacts fréquents et étroits qui ont été utiles dans la mise en place dernièrement de la coordination académique pour permettre la continuité du travail suite à l'heureuse nouvelle qu'a été l'élection de la co-secrétaire académique (par ailleurs membre du bureau de la CGT Educ'action 92) comme secrétaire de notre fédération.

Cela permet enfin de maintenir une convivialité qui, aux cotés de la lutte et de la défense individuelle des salariées dans un cadre collectif, sont l'essence même de notre syndicalisme.